

PARCOURS D'ENTRÉE DANS L'EMPLOI

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE ÉTEND LE DISPOSITIF PEE AUX BÉNÉFICIAIRES DU RSA.

Initialement destiné aux jeunes, ce dispositif permet d'accéder à un contrat en alternance ou à l'emploi. Il vise à :

- Définir un **parcours professionnel** ;
- Développer des compétences liées au projet professionnel sur la base de la **carte des compétences** et des compétences du socle **CléA** ;
- Acquérir une **expérience professionnelle** en lien avec le projet professionnel.

COMMENT SE DÉROULE UN PARCOURS ?

1 Le candidat entre dans un PEE : il est accueilli en information collective par l'organisme de formation et devient **stagiaire de la formation**.

2 Dès l'entrée, le stagiaire est **positionné** en référence aux 12 axes de la carte des compétences.

Le sas d'entrée permet au stagiaire de définir son projet professionnel.

En accord avec son formateur référent, il définit un parcours individualisé de formation.

3 Des **immersions en entreprise** permettent au stagiaire de découvrir des métiers en lien avec son projet professionnel.

4 La **progression** du stagiaire (développement et acquisition de nouvelles compétences) est mesurée régulièrement avec son formateur référent.

5 En fin de parcours : l'acquisition des compétences est **validée** et le stagiaire accède à l'alternance ou entre en emploi.

La formation se déroule à temps plein
(35h hebdomadaires).

Elle dure en moyenne 3 mois et peut être financée jusqu'à 10 mois en fonction des besoins de formation.

La formation est rémunérée par la Région et
ne supprime pas les droits connexes au RSA

Les prescriptions se font via le site
<https://evaluation-pee.ipp.eu/>

Chaque stagiaire doit être inscrit
à **Pôle Emploi**.

PRÉSENTATION DE L'ÉVALUATION

DE L'EXTENSION DU DISPOSITIF PEE ÉTENDU AUX BÉNÉFICIAIRES DU RSA

UNE ÉVALUATION D'IMPACT, POUR QUOI FAIRE ?

Démontrer l'efficacité du dispositif PEE et permettre de pérenniser son financement si l'effet global est positif. La méthode utilisée dans cette évaluation a déjà permis de pérenniser plusieurs programmes sociaux en France, par exemple « Groupements de Créateurs ».

A QUELLE QUESTION PRINCIPALE SOUHAITE-T-ON RÉPONDRE ?

On souhaite savoir si la participation à PEE change la trajectoire d'insertion professionnelle et sociale des bénéficiaires du dispositif.

LA MÉTHODE UTILISÉE

- Cette évaluation repose sur une sélection des bénéficiaires du dispositif par tirage au sort.
- Deux groupes de personnes sont créés aléatoirement parmi une population de bénéficiaires du RSA intéressés par PEE : un groupe de bénéficiaires qui participera au dispositif et un groupe de comparaison qui n'y participera pas.
- La comparaison de ces deux groupes permet de savoir ce qui se serait passé en l'**absence de participation au dispositif**.
- La qualité d'une évaluation d'impact repose sur la sélection du **groupe de comparaison**. Celui-ci doit être composé de personnes qui ont des trajectoires les plus proches possibles de celles qu'auraient connues les bénéficiaires en l'absence de participation au programme. L'évaluation par tirage au sort est la méthode la plus probante pour déterminer ce groupe.
- Dans un contexte de places limitées une fois le dispositif monté en charge, le critère aléatoire n'est sans doute pas plus injuste que le critère habituel du premier arrivé – premier servi.



UNE PORTE D'ENTRÉE UNIQUE VERS LE DISPOSITIF

- L'application <https://evaluation-pee.ipp.eu/> a été développée pour l'orientation des bénéficiaires du RSA vers PEE. Elle se substitue désormais aux modes de prescription initialement utilisés tels que les fiches de liaison et requiert les mêmes informations.
- Le prescripteur doit s'assurer que le bénéficiaire comprend que le dispositif PEE est en phase d'évaluation.
- Les fiches de liaison des individus sélectionnés dans le groupe des bénéficiaires du PEE sont automatiquement envoyées aux organismes de formation.
- L'application est un outil incontournable : les organismes de formation ne pourront pas accueillir de stagiaires autrement que ceux orientés via cette application.



UN ENCADREMENT ÉTHIQUE ET JURIDIQUE ADAPTÉ

- L'allocataire du RSA lit et signe un **consentement éclairé** qui l'informe que le dispositif est en cours d'évaluation et qu'il devra répondre à une enquête en ligne et deux enquêtes téléphoniques.
- Chaque individu inclus dans l'évaluation peut exercer à tout moment son droit de rectification ou se retirer de l'évaluation s'il le souhaite.
- Le protocole d'évaluation a reçu l'approbation du **comité éthique** de l'École d'Économie de Paris. L'expérimentation s'inscrit par ailleurs dans le cadre du RGPD, les données exploitées sont anonymisées.



L'évaluation est réalisée par l'Institut des politiques publiques (IPP), dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences. L'IPP est un centre de recherche qui défend une stricte indépendance scientifique.